

Discours et attitudes du public envers les réfugiés et autres migrants

Panorama de la France

Kerrie Holloway avec Diego Faures et Claire Kumar

Mars 2022

Messages clés

La politique d'immigration française est dictée par une approche assimilationniste qui cherche à intégrer pleinement la population migrante dans la société française. Cette approche a influencé les attitudes et les discours publics, suscitant des débats sur la question de savoir qui peut être français et entraînant davantage de ségrégation que d'intégration.

L'immigration ne constitue pas, en général, une question centrale dans les sondages d'opinion, bien qu'elle soit un sujet brûlant au niveau politique. Elle a atteint son apogée à la suite de l'arrivée d'un grand nombre de réfugiés en Europe en 2016, mais son importance a rapidement décliné suivant les tendances observées dans d'autres pays européens.

En 2016, les perceptions positives envers l'immigration ont dépassé les perceptions négatives en France et ce, pour la première fois depuis les premiers sondages en 2002, même si celles-ci restent plus négatives que dans d'autres pays européens. La plus grande préoccupation reste de savoir si les réfugiés et autres migrants s'intégreront véritablement dans la société française.

Le discours public dominant en France est celui qui oppose un «eux» contre un «nous», selon lequel les immigrés constitueraient un «groupe marginal» qui ne veut pas s'adapter au mode de vie français. Cette vision a été renforcée par l'amalgame entre «immigration» et «islam», des termes souvent utilisés de manière synonymique dans le débat politique concernant cette question.

About this publication

Cet exposé offre un aperçu des principales caractéristiques de la politique de migration et d'asile en France, des tendances récentes en matière de migration et des perceptions du public et des discours politiques concernant les réfugiés et autres migrants. Cette étude entre dans le cadre d'un projet plus large soutenu par la Fondation IKEA, qui vise à soutenir les investisseurs publics et privés désireux de s'engager dans le domaine de la migration et des déplacements de populations.

Les lecteurs sont invités à reproduire le contenu dans leurs propres publications, sous réserve qu'elles ne soient pas vendues à des fins commerciales. ODI demande d'être dûment cité et de recevoir un exemplaire de la publication. Pour une utilisation en ligne, nous demandons aux lecteurs de créer un lien vers la ressource originale présente sur le site web d'ODI. Les opinions présentées dans ce document sont celles de l'auteur ou des auteurs et ne représentent pas nécessairement le point de vue d'ODI ou de ses partenaires.

Ce document est distribué sous la licence CC BY-NC-ND 4.0.

Comment citer : Holloway, K. with Faures, D. and Kumar, C. (2022) 'Public narratives and attitudes towards refugees and other migrants France country profile'. ODI Country study. ODI: London (www.odi.org/publications/public-narratives-and-attitudes-towards-refugees-and-other-migrants-france-country-profile).

Contents

Display items / ii

1 Histoire de l'immigration en France / 1

2 Système et approche actuels de l'immigration en France / 5

3 Attitudes du public à l'égard des réfugiés et autres migrants : que savons-nous? / 8

4 Un discours clivant et dominant / 14

5 Conclusion / 17

Références bibliographiques / 18

Display items

Boxes

Encadré 1 Aperçu des politiques françaises d'immigration et d'asile / 6

Encadré 2 L'approche française en matière d'intégration – discours contre réalité / 7

Encadré 3 Segmentation de la population française et attitudes envers l'immigration / 11

Figures

Figure 1 Chronologie de l'immigration en France / 1

Figure 2 Évolution de la population immigrée en France de 1921 à 2020 / 2

Figure 3 Tendances migratoires récentes en France / 4

Figure 4 Prédominance de l'immigration en tant que question clé en France / 8

Figure 5 Attitudes à l'égard de l'immigration : l'immigration rend-elle la France plus ou moins agréable à vivre? / 9

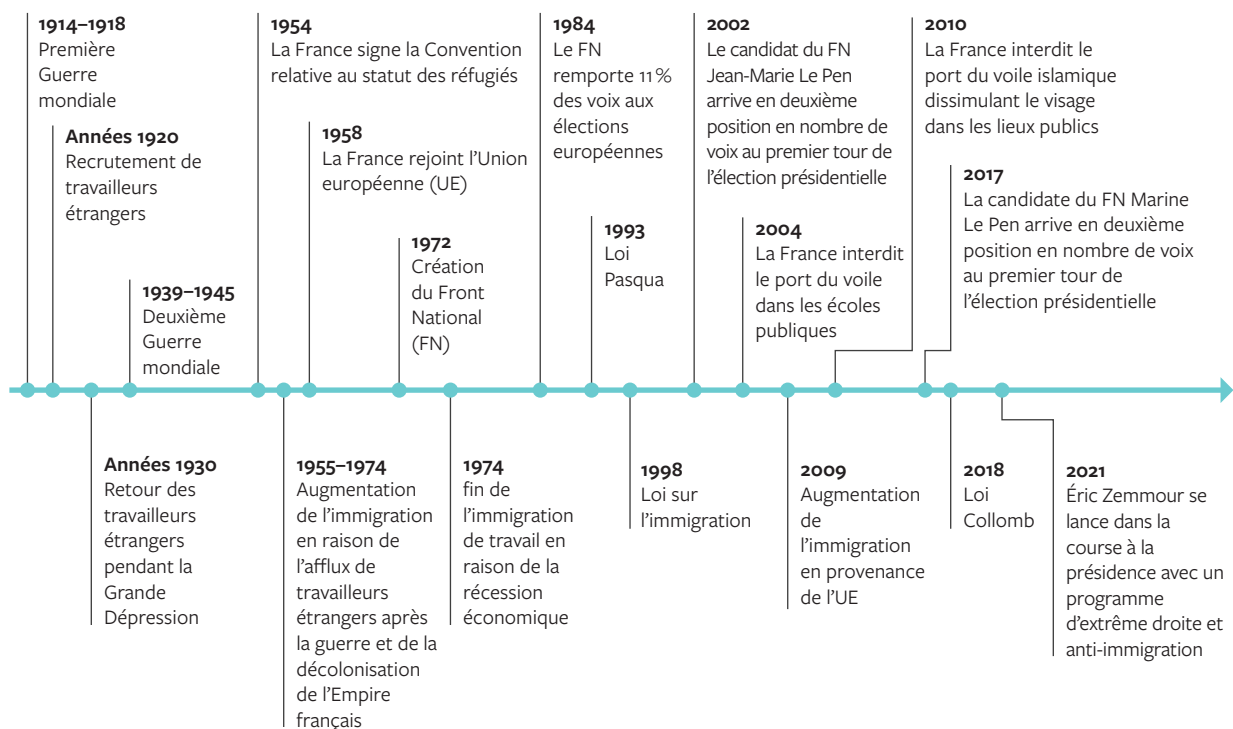
Figure 6 Segmentation de la population française et perceptions de l'hostilité envers les musulmans / 12

1 Histoire de l'immigration en France

L'histoire de l'immigration en France au vingtième siècle est une succession qui se répète de guerres, de hausse des migrations économiques et de baisse de l'immigration suite à une récession économique. Après la Première Guerre mondiale, la France a recruté des travailleurs dans d'autres pays, principalement en Arménie, en Tchécoslovaquie, en Italie, en Pologne et au Portugal, ainsi que dans ses colonies, notamment en Algérie, afin de combler les pénuries de main-d'œuvre créées par le taux de mortalité élevé dû à la guerre. Entre 1921 et 1930, par exemple, le nombre de Polonais en France est passé de 45 000 à 500 000, dont une majorité travaillant dans les mines (Kaya, 2002). Avec la crise économique des années 1930, un grand nombre de ces immigrés furent contraints de partir (voir figure 1). On estime qu'en 1936, la moitié des travailleurs étrangers étaient rentrés chez eux, suite à l'hostilité croissante de la population et à l'introduction de politiques favorisant les travailleurs français (Koser, 2009).

De 1955 à 1974, la France a de nouveau accueilli des travailleurs venant de Pologne, d'Allemagne, d'Italie et d'autres pays afin de soutenir la croissance économique d'après-guerre. D'autres sont venus en France en raison des guerres d'indépendance des années 1950 et 1960, notamment en provenance de la colonie française d'Algérie (Hamilton et al., 2004). Lorsque la guerre d'Algérie a mis fin au recrutement de travailleurs algériens en France, l'immigration marocaine a augmenté (de Haas, 2014). Contrairement à d'autres pays européens, la France a encouragé les migrants à s'installer de façon permanente (Guiraudon, 2001).

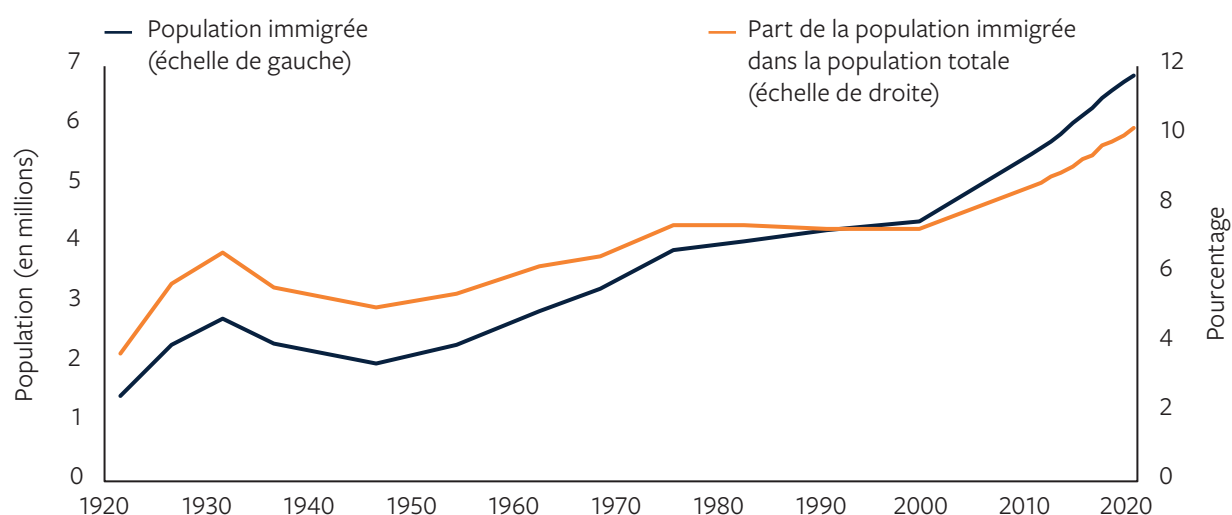
Figure 1 Chronologie de l'immigration en France



Suite au choc pétrolier de 1973 et au ralentissement économique, le nombre d'immigrés a chuté de manière significative, suivant ainsi les tendances observées dans toute l'Europe. Du milieu des années 1970 à l'an 2000, la population immigrée est restée essentiellement stable (voir figure 2), en raison aussi bien de politiques migratoires de plus en plus restrictives que de l'hostilité croissante du public (Koser, 2009). Par exemple, 1974 fut marqué par la fermeture des frontières françaises aux travailleurs migrants d'Afrique du Nord, qui auparavant pouvaient travailler en France pendant plusieurs années avant de rentrer chez eux et d'être remplacés par d'autres travailleurs (Bertossi, 2020). Le début des années 1970 a également vu la création du Front national (FN), un parti xénophobe et hostile à l'immigration. Le pourcentage des votes pour le FN n'est jamais descendu en dessous de 5% au cours d'une élection nationale (ibid.). En 2002 et 2017, le FN est arrivé en deuxième position en nombre de voix au premier tour de l'élection présidentielle, mais a perdu contre respectivement Jacques Chirac et Emmanuel Macron au second tour. Depuis 2018, le FN est devenu le Rassemblement National.

Entre 1990 et 1999, la France fut le seul État membre de l'UE à voir sa population étrangère baisser. En 1999 en effet, un immigré sur quatre entré depuis 1990 avait quitté le pays, en partie du fait de la mauvaise santé de l'économie (Guiraudon, 2001). La coalition de droite au pouvoir a invoqué le principe de « l'immigration zéro » pour mettre en œuvre des politiques, comme la Loi Pasqua en 1993, qui ont limité les flux d'immigration légale en France de plusieurs manières, notamment en allongeant la période d'attente pour le regroupement familial et en refusant aux conjoints des titres de séjour s'ils étaient en situation irrégulière avant de se marier (ibid.). La loi sur l'immigration de 1998 est revenue sur certaines de ces restrictions pour les étudiants, les professionnels hautement qualifiés et certains travailleurs temporaires hautement qualifiés (ibid.).

Figure 2 Évolution de la population immigrée en France de 1921 à 2020



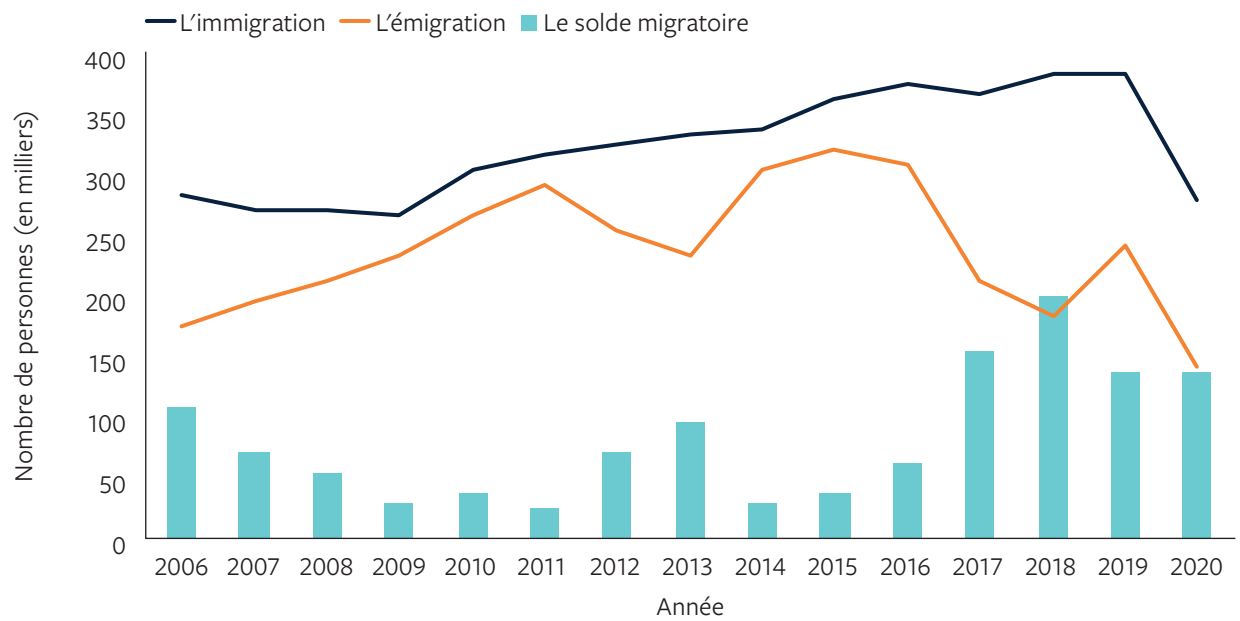
Note: En France, la définition de la notion de « population immigrée » inclut aussi bien les personnes venues en France et ayant acquis la nationalité française que les non-nationaux. Les chiffres pour 2019 et 2020 ne sont pas définitifs.

Source: INSEE, 2022

Entre 2006 et 2019, le solde migratoire est resté stable, avec un nombre similaire de personnes entrant et sortant du pays (Brutel, 2014; INSEE, 2022; voir figure 3). De la crise économique de 2008 jusqu'à au moins 2014, la majorité des personnes entrant en France étaient d'origine européenne et venaient notamment du Portugal, d'Italie et d'Espagne (SudOuest.fr, 2014). La France n'a pas connu le même afflux de réfugiés que l'Allemagne ou la Suède, qui ont mis en œuvre des politiques plus ouvertes (Holloway et al., 2021b; 2021c). Par ailleurs, les immigrants arrivant en France n'étaient pas représentatifs de l'agitation politique en cours dans le monde arabe; en 2017, la plupart des demandeurs d'asile étaient originaires d'Albanie, alors que la Syrie ne figurait qu'à la sixième place en ce qui concerne la nationalité des demandeurs d'asile en France à l'époque (Le Bras, 2019). En 2020, les populations immigrées les plus importantes en France provenaient d'Algérie (12,7%), du Maroc (12%), du Portugal (8,6%), de Tunisie (4,5%), d'Italie (4,1%), de Turquie (3,6%) et d'Espagne (3,5%) (INSEE, 2021). En 2021, la proportion d'immigrés vivant en France est plus faible que chez la plupart des pays voisins et les flux d'immigration vers la France ont augmenté à un rythme plus lent que vers le reste de l'Europe au cours de la dernière décennie (Onishi, 2021). Toutefois, dans un contexte de baisse des taux de natalité depuis 2015, avec un nombre de naissances que légèrement supérieur au nombre de décès, l'immigration est le principal moteur de la croissance démographique du pays (Papon et Beaumel, 2021).

Au cours des dernières années, des migrants se sont concentrés dans le nord de la France, près de Calais, pour tenter de rejoindre le Royaume-Uni (Bajekal, 2015). De 1999 à 2002, la Croix-Rouge française a tenu un camp officiel à l'intérieur d'une ancienne usine d'Eurotunnel à Sangatte, qui fut réaménagée pour accueillir 200 personnes, mais qui a fini par en contenir 2 000 (Bouchaud, 2014). Lorsqu'il a fermé, les migrants se sont déplacés vers un camp de fortune, connu sous le nom de « La Jungle ». Les migrants ont continué à s'y regrouper au cours des deux dernières décennies, en dépit des tentatives répétées du gouvernement d'évacuer la zone. Un autre centre officiel pour migrants a été ouvert à Calais en 2014 pour faire face à l'augmentation soudaine du nombre de réfugiés dans la région (ibid.). La dernière version du camp a été démantelée en 2016, entraînant le déplacement de plus de 8 000 personnes (BBC, 2016). Calais reste un lieu de séjour temporaire pour ceux qui cherchent à traverser la Manche vers le Royaume-Uni; en octobre 2021, près de 2000 migrants y vivaient dans des campements de fortune, et plusieurs centaines d'autres dans une forêt près de Dunkerque, où ils doivent faire face à la menace hebdomadaire, et parfois quotidienne, d'une expulsion (Human Rights Watch, 2021). La manière de gérer la situation à Calais est un point de tension entre les gouvernements français et britannique.

Figure 3 Tendances migratoires récentes en France



Source: INSEE, 2022

2 Système et approche actuels de l'immigration en France

Le système et l'approche actuels en matière d'immigration en France reposent sur des décennies de législation, 21 lois ayant été adoptées entre 1986 et 2018. Cela témoigne de l'importance politique que revêt la politique d'immigration en France, chaque nouveau ministre de l'Intérieur élaborant une nouvelle loi pour montrer sa détermination à protéger les frontières de la France (Haguenau-Moizard, 2018 ; Skorpis, n.d.). Certaines de ces lois, comme la Loi Pasqua et la Loi Collomb, portent le nom du ministre de l'Intérieur de l'époque.

Dans un souci d'accélérer la procédure d'asile et de rendre le système d'expulsion plus efficace, la loi Collomb adoptée en 2018 a raccourci le délai pour les demandes d'asile, doublé le temps de détention possible des migrants et introduit une peine de prison d'un an pour toute personne entrée illégalement en France (BBC, 2018 ; Haguenau-Moizard, 2018). Ses détracteurs soutiennent que la loi traite les migrants, y compris les enfants, comme des délinquants, et que le raccourcissement des délais porte préjudice aux migrants les plus vulnérables (BBC, 2018).

À l'approche des élections d'avril 2022, le gouvernement français durcit à nouveau sa rhétorique et rend ses politiques d'immigration plus restrictives. En septembre 2021, le gouvernement a annoncé qu'il réduirait de moitié le nombre de visas pour les ressortissants algériens et marocains, et de près d'un tiers les visas pour les ressortissants tunisiens, car ces pays n'ont pas voulu accepter le retour des migrants irréguliers expulsés de France (Protard et al., 2021). Pourtant, d'après un récent sondage, l'immigration ne figurait qu'au quatrième rang des questions les plus importantes à l'approche des élections, derrière le coût de la vie, le système de santé et l'environnement (Gallard et Teinturier, 2022).

L'approche française en matière d'intégration est celle de l'assimilation culturelle. Celle-ci « part du principe qu'un socle commun est nécessaire à la cohésion sociale et nationale » (Kaya, 2002 : 37). L'idée selon laquelle, en adoptant les valeurs et la culture françaises, on pourrait devenir français remonte au régime colonial français (Dennison and Taló, 2017). L'approche assimilationniste se traduit souvent par une politique de naturalisation généreuse (voir encadré 1), car donner aux immigrés les mêmes droits et responsabilités qu'aux nationaux est considéré comme le meilleur moyen pour les migrants de réussir leur intégration au sein de leur communauté locale (Kaya, 2002). Durant la pandémie de Covid-19, les politiques de naturalisation françaises sont devenues plus souples pour les travailleurs occupant des postes clés, qui avaient « prouvé leur dévouement pour le pays », avec un temps de séjour nécessaire dans le pays passant de cinq à deux ans seulement (Noland, 2021 : n.p.). Cette politique conditionne également le type de données conservées par la France, puisque le gouvernement ne recueille aucune statistique sur la race, car cela constituerait « un obstacle à l'intégration et à la solidarité nationale » (Hamilton et al., 2004 : n.p. ; Onishi, 2020). Les données recueillies indiquent donc plutôt le pays de naissance, la nationalité

à la naissance et la nationalité actuelle (INSEE, 2019). Toutefois, ce type de mesures alternatives ne permet pas de rendre compte de la diversité de la population française aussi directement que le permettent les approches utilisées dans d'autres pays.

Encadré 1 Aperçu des politiques françaises d'immigration et d'asile

Politique française en matière de naturalisation

Les immigrés qui souhaitent obtenir la citoyenneté française doivent être âgés d'au moins 18 ans et avoir vécu en France pendant au moins cinq ans. Cette durée peut être réduite dans certains cas, par exemple en cas d'acquisition de la nationalité par mariage avec un citoyen français. Il est nécessaire d'avoir un titre de séjour en cours de validité et de ne pas faire l'objet d'un arrêté d'expulsion. Les demandeurs doivent prouver leur assimilation à la société française en adhérant aux valeurs et principes essentiels de la République, en faisant preuve d'une connaissance suffisante de l'histoire, de la culture et de la société françaises et en parlant le français. Ils doivent également justifier d'un emploi, de revenus stables et suffisants, être de bonnes vie et mœurs et ne pas avoir été condamnés pour un crime ou un délit (French Government, 2021c).

Politique française en matière d'asile

Les personnes qui viennent en France pour demander l'asile doivent s'adresser aux services frontaliers dès leur arrivée ou à la préfecture de leur lieu d'arrivée ou de leur lieu de résidence. Suite à la demande, la préfecture délivre une attestation de demandeur d'asile, et la demande d'asile est soumise à l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA), qui examine le dossier de demande d'asile ou de protection subsidiaire et convoque le demandeur à un entretien (French Government, 2021a). En attendant l'examen de leur demande, les demandeurs d'asile ont le droit d'être hébergés dans un centre d'accueil ou dans un logement temporaire, de travailler après les six premiers mois, de recevoir une allocation, d'accéder aux soins de santé et d'inscrire leurs enfants à l'école (French Government, 2021b).

Dans les faits, les logements ne sont mis à disposition que lorsqu'il y a de la place, et un nombre important de demandeurs d'asile, environ 50 %, restent sans logement chaque année (Delbos et Tripier, 2021). Pour entrer sur le marché du travail, un demandeur d'asile a besoin d'une autorisation provisoire de travail. Pour l'obtenir, il est nécessaire de présenter une offre d'emploi ou un contrat de travail. Pour bénéficier des soins de santé, un demandeur d'asile doit d'abord résider en France pendant trois mois. Pour les demandeurs d'asile dont les enfants ne parlent pas français, les formations linguistiques spécialisées sont peu répandues, voire inexistantes (ibid.).

L'approche assimilationniste a entraîné des exigences supplémentaires pour obtenir la naturalisation et des politiques restrictives qui limitent l'expression religieuse. En 2003, le gouvernement a lancé un «contrat d'intégration» exigeant des migrants qu'ils adhèrent aux valeurs et aux normes françaises et, depuis 2011, les personnes souhaitant obtenir la citoyenneté française doivent passer un test de citoyenneté (Dennison and Taló, 2017). Les foulards (et autres symboles religieux) sont interdits dans les écoles publiques, et les voiles islamiques couvrant le visage (par exemple, les burqas et les niqabs) et, plus récemment, les «burkinis» sont interdits dans les lieux publics (ibid.; voir encadré 2).

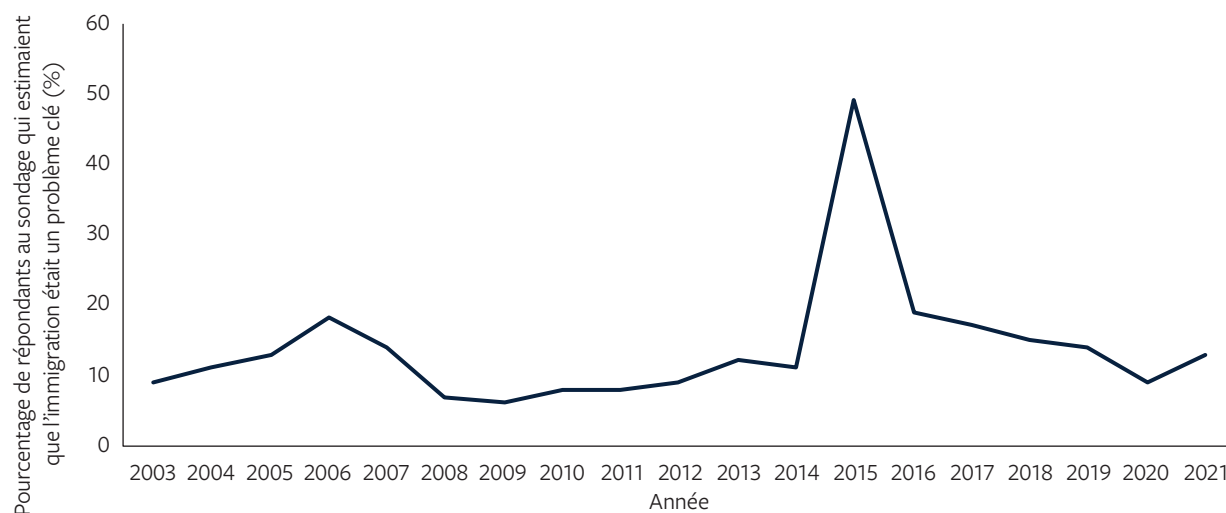
Encadré 2 L'approche française en matière d'intégration – discours contre réalité

Bien que l'approche française en matière d'immigration soit axée sur l'intégration, les immigrés continuent de vivre de façon assez séparée. Une grande partie des immigrés habite dans des logements à loyer modéré dans des quartiers à la périphérie des grandes villes, désignés de manière péjorative sous le nom de banlieues, «un euphémisme utilisé pour désigner les personnes de race différente» (Misra, 2017: n.p.). Les enfants d'immigrés sont «plus souvent orientés vers les filières les moins prestigieuses du [lycée], voire vers d'autres types de diplômes», et les écoles ont été accusées d'adopter une attitude discriminatoire à l'égard des garçons en particulier, en raison de leur origine ethnique (Ichou, 2018: 1; AFP, 2016). Les migrants, notamment les migrants non européens, ont moins accès à l'emploi en raison de la discrimination à l'embauche, et le travail se concentre dans les secteurs peu qualifiés, ou dans ce que l'on appelle les «emplois de cols bruns» (Tesfai, 2019). En 2019 en France, 13,1% des personnes nées à l'étranger étaient au chômage, contre 8% des personnes nées en France (OECD, 2022a; 2022b). Les immigrés de deuxième génération font face à une discrimination et à une ségrégation similaires, même s'ils sont nés en France, parlent français et adhèrent aux normes culturelles françaises (AFP, 2016).

3 Attitudes du public à l'égard des réfugiés et autres migrants: que savons-nous?

La prédominance de l'immigration en tant que question clé a atteint son apogée en France en même temps que l'arrivée massive de réfugiés syriens en Europe en 2015 (voir figure 4). Toutefois, à la différence de l'Allemagne et de la Suède, cette poussée ne correspond pas à une explosion réelle de l'immigration (Holloway et al., 2021b; 2021c). Les inquiétudes liées à l'immigration étaient dues à la crainte de voir la France accueillir un grand nombre de Syriens. Cette crainte ne s'étant pas concrétisée, l'importance de l'immigration dans le débat public français s'est estompée, même si le sujet est resté un élément clé du discours politique et des discours publics (Eurobarometer, n.d.).

Figure 4 Prédominance de l'immigration en tant que question clé en France

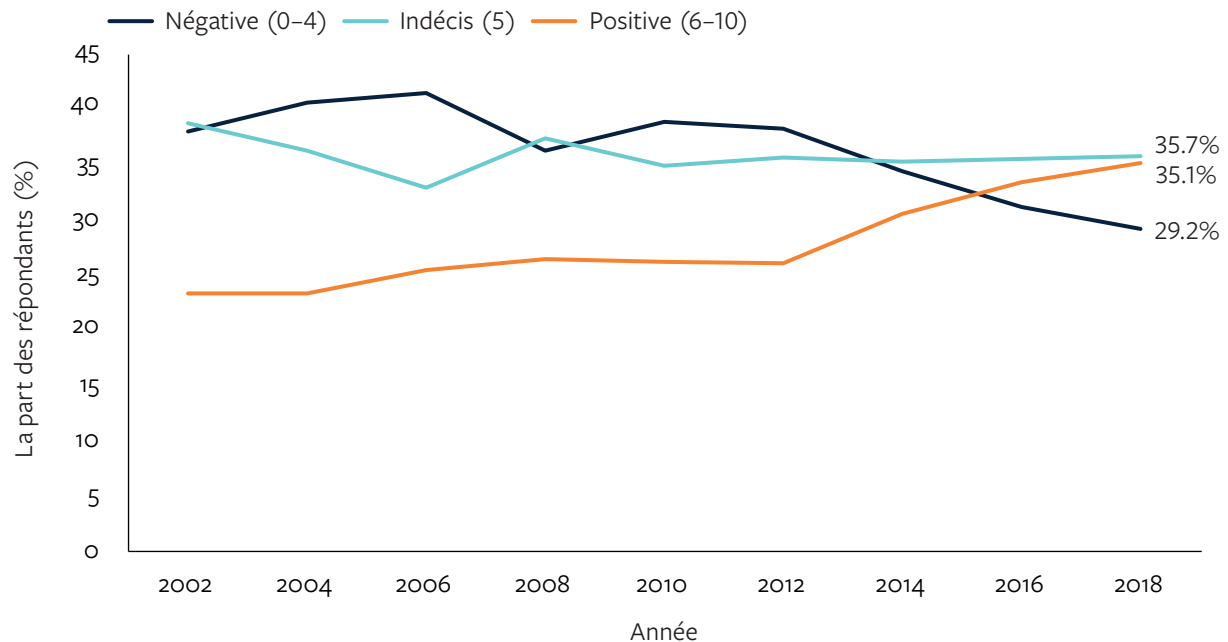


Note: Ce graphique indique le pourcentage de personnes répondant «l'immigration» à la question «Quels sont, selon vous, les deux problèmes les plus importants auxquels la France est confrontée aujourd'hui?». Les données proviennent principalement de sondages réalisés en automne, même si les sondages Eurobarometer ont été différés en raison de la Covid-19, avec décalage du sondage de l'automne 2020 à l'hiver 2020 – 2021. Les données de 2021 proviennent du dernier sondage (printemps 2021).

Source: Eurobarometer, n.d.

Le fait que l'immigration ne soit pas une préoccupation prioritaire pour une majorité des Français interrogés ne signifie pas que les Français aient des opinions majoritairement positives à l'égard de l'immigration. Au début des années 2000, davantage de personnes avaient des opinions négatives ou étaient indécises sur la question de savoir si l'immigration faisait de la France un endroit où il faisait bon vivre (voir figure 5). Cette situation n'a que récemment évolué, les opinions positives ayant dépassé les opinions négatives pour la première fois en 2016 (European Social Survey, n.d.).

Figure 5 Attitudes à l'égard de l'immigration: l'immigration rend-elle la France plus ou moins agréable à vivre?



Note: Ces données proviennent des European Social Surveys. Cette étude attribue une note de 0 à 10 aux personnes interrogées. Nous avons classé les personnes interrogées qui ont donné une note de 0 à 4 à la question «L'immigration rend-elle la France plus ou moins agréable à vivre?» comme ayant une opinion «négative», celles qui ont donné une note de 5 comme étant «indécises» et celles qui ont donné une note de 6 à 10 comme ayant une opinion «positive».

Source: European Social Survey, n.d.

Cette prépondérance des attitudes positives sur les attitudes négatives est plus récente que dans d'autres pays européens. En Allemagne, en Espagne et au Royaume-Uni, par exemple, les attitudes positives à l'égard de l'immigration sont devenues dominantes respectivement vers 2008, 2010 et 2016 (Holloway, 2021c; 2021d; Kumar and Faures, 2021). Tout comme leurs homologues dans les autres pays, les Français interrogés lors de l'enquête surestiment le nombre d'immigrés réellement présents en France. Selon une enquête Eurobarometer de 2017 sur l'intégration des immigrés dans l'UE, les Français interrogés estimaient en moyenne que la part des immigrés non européens en France était de 18,1%, alors que le chiffre réel était de 8,9% (European Commission, 2018).

La France étant préoccupée par l'assimilation, une grande partie des personnes interrogées s'inquiète de la non-intégration des immigrés dans la société française. Lors d'une étude réalisée en 2021, seul un sondé sur quatre était tout à fait ou plutôt d'accord avec l'affirmation que les réfugiés réussissent à s'intégrer dans la société, soit le deuxième taux de réponse le plus bas de cette étude, derrière le Japon (Ipsos MORI, 2021), et en baisse par rapport aux 34% de 2017 (Ipsos MORI, 2017). En 2014, les Français interrogés estimaient très majoritairement qu'il est important pour les immigrés de parler français, plus encore que d'avoir des compétences professionnelles (Dennison and Taló, 2017). En 2016, 97% des personnes interrogées dans le cadre d'une enquête

du Pew Research Center ont déclaré qu'il était très, ou relativement important de parler français pour être vraiment français; en 2020, ce pourcentage s'élevait à 93%, tandis que d'autres aspects, tels que le fait de partager les coutumes et les traditions du pays ont chuté de manière plus significative (83% en 2016 et 71% en 2020) (Silver et al., 2021).

Parallèlement aux doutes sur la capacité des réfugiés et autres migrants à bien s'assimiler, la population s'interroge également sur les motivations des réfugiés. En 2017, 75% des Français interrogés estimaient que des terroristes se faisaient passer pour des réfugiés afin d'entrer dans le pays pour y commettre des violences, tandis que 61% pensaient que les réfugiés ne l'étaient pas vraiment, mais qu'ils étaient venus en France pour des raisons économiques ou pour bénéficier de prestations sociales (Ipsos MORI, 2017). La deuxième question donnait le même pourcentage (61%) en 2021 (Ipsos MORI, 2021). Ces pourcentages sont similaires à ceux de l'Allemagne, de l'Italie et du Royaume-Uni, mais contrastent fortement avec des pays plus accueillants, comme l'Espagne et la Suède (Ipsos MORI, 2017; voir aussi Holloway et al., 2021a; 2021b; 2021c; 2021d; Kumar and Faures, 2021).

Contrairement à la Grèce, à l'Italie et à l'Espagne, la France n'a pas connu d'arrivées massives par la mer, et n'a pas non plus accueilli un grand nombre de réfugiés, comme l'ont fait la Suède et l'Allemagne. Ces débats sont toutefois toujours d'actualité, puisque la France fait partie de l'UE et est soumise au règlement de Dublin et au nouveau pacte sur les migrations et l'asile de 2020, qui tente de garantir qu'aucun État membre n'assume une responsabilité disproportionnée dans l'accueil des demandeurs d'asile (European Commission, n.d.). Les sondages mensuels posant la question « Êtes-vous pour ou contre la répartition des migrants qui arrivent par dizaines de milliers sur les côtes de la Grèce et de l'Italie, entre tous les pays de l'UE, y compris la France ? » ont fait apparaître des variations mineures et de courte durée en fonction de l'actualité. En juin 2015, 64% des personnes interrogées étaient opposées à la répartition des immigrants dans l'ensemble de l'UE, mais ce chiffre a légèrement baissé à 51% après la publication de la photo d'Aylan Kurdi, l'enfant syrien qui s'est noyé lorsque le bateau dans lequel il voyageait a chaviré près de Bodrum en Turquie en septembre 2015. Elle est remontée à 62% après les attentats terroristes de Paris en novembre 2015, avant de retomber à 58% deux mois plus tard (Le Bras, 2019: 112-113). Ces tendances reflètent celles rapportées par Dennison et Taló (2017: 3), qui constatent que les opinions françaises, comme la plupart des opinions européennes, sont restées stables depuis 2000 et suggèrent que cette stabilité est davantage due aux « histoires, cultures et structures sociales propres à chaque pays » qu'à une « vague d'hostilité contre l'immigration en Europe ».

Depuis 2011, les chercheurs utilisent les données des sondages afin de diviser les populations en groupes en fonction de leurs positions à l'égard de divers sujets, tels que la migration, plutôt qu'en fonction de leur composition démographique (Lowles et Painter, 2011). Les premières données de segmentation en France ont fini d'être analysées en 2017 (Purpose Europe and More in Common, 2017). Dans la toute dernière analyse de segmentation, réalisée en 2020, la population française peut être regroupée en six catégories en fonction de ses croyances et valeurs autour de l'identité, de l'appartenance et de sa place dans le monde (voir encadré 3).

Encadré 3 Segmentation de la population française et attitudes envers l'immigration



Demoures et al., 2020a; 2020b

Les Militants désabusés: ce sont les personnes qui soutiennent pour la plupart la migration et les droits des minorités. Ils ont tendance à être éduqués, cosmopolites, progressistes et non religieux. Ils sont pessimistes quant à l'avenir de la société et ont plus tendance à être découragés et déprimés que le français moyen.

Les Stabilisateurs: il s'agit de personnes qui éprouvent de la sympathie et de la bienveillance envers les migrants et les minorités et qui ne prônent pas la fermeture des frontières, mais qui estiment également qu'il n'est pas possible d'accueillir tous ceux qui veulent venir en France. Seuls 35% des Stabilisateurs pensent que la France a l'obligation d'accueillir les migrants, car elle en a les moyens financiers. Ils ont tendance à être modérés, engagés, établis, rationnels et empathiques. Ils sont enclins à participer à la vie civique et privilégient le compromis.

Les Libéraux optimistes: le seul groupe convaincu que la France va dans la bonne direction et que leurs enfants vivront mieux qu'eux. Ils croient en une économie et une société ouvertes, sont bienveillants envers les minorités et pensent que les migrants enrichissent culturellement la France. Ils ont tendance à être individualistes, pragmatiques, confiants et entrepreneurs. Ils ont également tendance à être plus jeunes, plus masculins et plus urbains que les autres groupes, et les personnes issues de l'immigration sont deux fois plus représentées au sein de ce groupe que dans les autres.

Les Attentistes: Il s'agit de personnes profondément désengagées de la politique et de la société civile, qui n'ont pas de valeurs fortes et dont les préoccupations sont essentiellement personnelles. Ils s'inquiètent du racisme et de la discrimination plus que les autres groupes. Ils ont tendance à être jeunes, détachés, à manquer de confiance en eux et à être individualistes.

Les Laissés pour compte: ce sont des personnes qui se désintéressent de la politique et se méfient des décideurs, qui ont peu de liens sociaux et qui sont plus susceptibles de se sentir esseulées que les autres groupes. Ils ont tendance à être en colère, à être sur la défensive et à se sentir abandonnés, et cette colère se traduit souvent par des sentiments de ressentiment envers les «autres» qu'ils considèrent comme plus privilégiés qu'eux, notamment les migrants et les élites. Ils sont le groupe le moins éduqué.

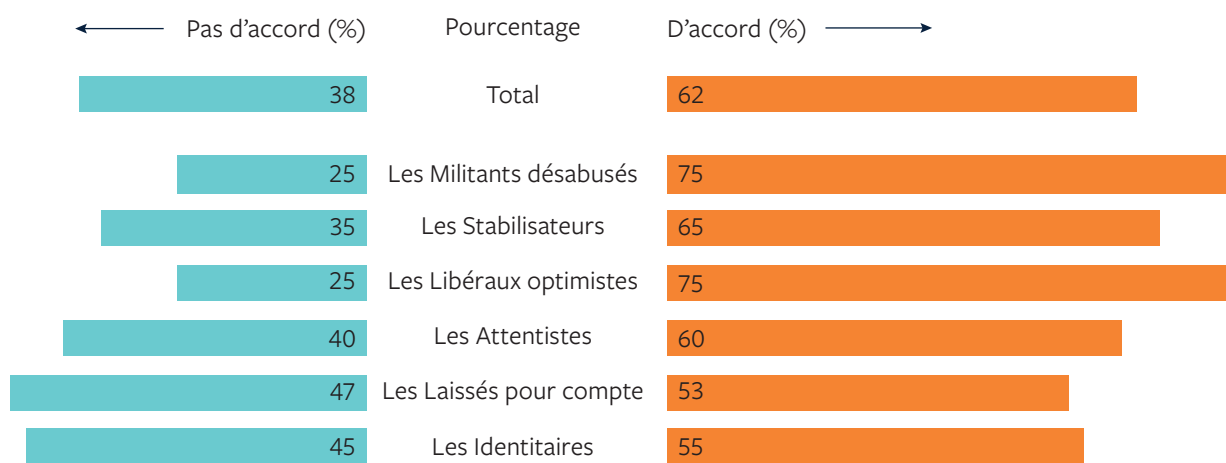
Les Identitaires: les personnes dont les opinions à l'égard de l'immigration sont orientées par une vision de la nation comme un tout uniforme, de plus en plus menacé par le monde extérieur. L'immigration est leur première préoccupation (50% du groupe, contre 27% en moyenne). Ils soutiennent massivement la fermeture des frontières aux migrants et se méfient fortement des musulmans. Ils ont tendance à être plus âgés, conservateurs, xénophobes et sans concession.

Globalement, Demoures et al. (2020b: 142) constatent que «l’immigration est perçue plus négativement en France que dans les autres pays». Seuls deux groupes : les Militants désabusés et les Libéraux optimistes présentent une majorité de personnes qui estiment que les conséquences de l’immigration ont été positives. Dans l’ensemble, un nombre légèrement supérieur de personnes interrogées (54%) estime que la France devrait fermer complètement ses frontières aux migrants, contre 46% qui ne sont pas d’accord avec cette idée (ibid.). Cependant, comme pour d’autres questions sur l’immigration, les réponses de chaque groupe sont nuancées ; ainsi, 17% des Identitaires et 31% des Laissés pour compte ne sont pas d’accord avec la fermeture totale des frontières (ibid.).

L’analyse par segmentation permet également de trouver des domaines suscitant plus de consensus et moins de polarisation entre les groupes. Par exemple, «62% des Français sont inquiets du climat d’hostilité croissant envers les musulmans» (Demoures et al., 2020a: 5). Comme indiqué dans la figure 6, ces préoccupations sont partagées par tous les segments, y compris celui des Identitaires (55%) et ceux qui ont les opinions les plus fermées.

Figure 6 Segmentation de la population française et perceptions de l’hostilité envers les musulmans

Q: Aujourd’hui en France, il existe un climat d’hostilité à l’égard des musulmans et cela m’inquiète



Source : Demoures et al., 2020b

Ces six segments forment également trois groupes principaux: La France Tranquille (30%, Stabilisateurs et Libéraux optimistes); la France Polémique (32%, Militants désabusés et Identitaires) et la France des Oubliés (38%, Laissés pour compte et Attentistes) (Demoures et al., 2020a; 2020b). Les deux segments que Demoures et al. (2020a) considèrent comme faisant partie de la «France polémique», les militants désabusés et les identitaires, ont dominé les discours sur l'immigration en étant les plus bruyants. La France n'est pas ce pays profondément divisé qui est dépeint par les médias ou sur Twitter, mais en réalité «ces vociférations reflètent plutôt à quel point le débat public est détourné par cette France polémique bruyante et polarisée. Bien qu'ils soient les principaux (et souvent les seuls) acteurs de ces débats, ils ne représentent pas les opinions de la majorité de la population française» (Demoures et al., 2020a: 12).

En revanche, les groupes qui composent la «France des Oubliés», les Attentistes et les Laissés pour compte, sont plus susceptibles d'être «vulnérables aux récits identitaires opposant un «eux» à un «nous», qui leur donnent un sentiment d'appartenance en rétrécissant la communauté nationale sur la base d'attributs ethniques et culturels spécifiques» (Demoures et al., 2020a: 14). Bien qu'ils aient des objectifs finaux différents, les Laissés pour compte partagent souvent des opinions similaires sur l'immigration avec les Identitaires, car leur colère envers le système peut être facilement canalisée vers des groupes qui ne les représentent pas et qui sont dépeints comme une menace pour leurs intérêts, notamment les migrants et les réfugiés (ibid.).

4 Un discours clivant et dominant

Le principal discours qui polarise et domine le débat en France porte sur l'identité nationale et l'intégration. Les discours tenus dans d'autres pays européens, comme par exemple la concurrence sur le marché du travail ou la crise des réfugiés, apparaissent rarement dans ces débats; à la place, «les positions françaises sur l'immigration sont largement abordées par des allusions à l'identité républicaine française et au multiculturalisme» (Dennison and Taló, 2017:1). Comme le fait remarquer Parikh (2019), le point central du débat sur l'immigration en France réside souvent dans le contenu de la politique d'intégration et la manière dont elle est mise en œuvre, et non dans la question de savoir s'il y a lieu d'avoir une politique en premier lieu. De plus, comme nous l'avons vu, la question de l'intégration ne disparaît pas avec les immigrés de deuxième génération. Tesfai (2019: 2741) affirme que «la mobilité sociale entre générations d'immigrés en France n'existe pas». Elle dépend davantage «de s'ils ont l'air français», plutôt que de leur nationalité, de leur capacité à parler français ou de leur adhésion aux normes et valeurs culturelles françaises (AFP, 2016: n.p.); même si ce sont les caractéristiques requises, en principe, pour l'intégration dans la société française.

Le discours sur l'identité nationale a été utilisé par le FN de Marine Le Pen, cette dernière se posant «en défenseuse de la nation française avec des références à l'immigration [...] principalement identitaires» (Dennison and Taló, 2017: 1). Ce faisant, Le Pen marque une opposition entre le «peuple» français (en tant que groupe interne) et les immigrés (en tant que groupe externe) considérés comme «peu disposés à s'intégrer» et représentant une menace pour le mode de vie traditionnel français» (ibid.). Les jeunes hommes sont qualifiés de «délinquants dénués de tout objectif» ou de «terroristes en puissance», tandis que les femmes sont considérées comme «ayant besoin d'être libérées» (Misra, 2017: n.p.). Ce discours reste déterminant à l'approche des élections de 2022, alors que les candidats de tous bords durcissent leurs positions sur la question (Onishi, 2021). Ce glissement vers la droite s'est produit en grande partie en raison de l'émergence en 2021 d'Éric Zemmour en tant que candidat à l'élection présidentielle. Zemmour a divisé l'extrême droite, en occupant pratiquement tout le terrain occupé habituellement par le Rassemblement National et en allant même encore plus loin, avec un discours fortement anti-immigration; à tel point qu'il a été condamné par un tribunal parisien à une amende pour incitation à la haine pour avoir qualifié les enfants migrants non accompagnés de «voleurs», de «violeurs» et «d'assassins» (BBC, 2022).

Ce discours ne correspond toutefois pas à la réalité. La France n'est pas «un pays submergé par l'immigration»; comme on l'a vu plus haut, moins d'immigrés (en pourcentage de la population) vivent en France que chez la majeure partie de ses voisins (Onishi, 2021). Pourtant, à certains égards, le faible pourcentage d'immigrés dans la population française contribue à alimenter ce discours, car celui-ci est particulièrement présent dans l'esprit de ceux qui ne sont pas en contact avec les immigrés dans la vie quotidienne. Le Bras (2019: 107) a constaté qu'en l'absence de contacts fréquents, les gens ont tendance à craindre les immigrés, «en grande partie pour des

raisons irrationnelles», car «ils se fient aux informations des médias et aux récits qui sont, pour la plupart, des rumeurs racontées par leurs proches». Cela n'a rien d'inhabituel compte tenu de ce que l'on sait des recherches plus approfondies sur la théorie des contacts. Selon cette théorie, les personnes qui ont la possibilité de communiquer avec des personnes différentes d'elles sont plus susceptibles de comprendre et d'apprécier des points de vue divers et de nourrir moins de préjugés envers ces groupes (Dempster and Hargrave, 2017). Alors qu'au cours des premières années d'existence du FN, le nombre de voix obtenues par le parti augmentait en même temps que le nombre d'immigrés en France nés dans des pays musulmans, depuis quelque temps, cette corrélation a disparu et «la xénophobie ne prend donc plus racine dans les contacts directs [avec les immigrés des pays musulmans], mais plutôt dans la perception des électeurs» (Le Bras, 2019 : 105).

En France comme ailleurs, «les termes «immigration» et «islam» sont très souvent utilisés de manière synonymique dans le débat politique» (Parikh, 2019 : n.p.). L'association entre ces termes se rattache à un récit qui a vu le jour lorsque la France a connu des vagues d'immigration en provenance de ses anciennes colonies et d'autres pays européens dans les années 1970 et 1980. Ce récit présentait les immigrés européens comme étant capables de bien s'intégrer (même si, en réalité, leur expérience fut difficile et marquée par l'hostilité et le racisme), par opposition aux immigrés musulmans, dont l'intégration était perçue comme problématique (Bertossi, 2020). Cette confusion entre immigration et islam transparait également dans l'interdiction des foulards dans les écoles, des voiles islamiques couvrant le visage dans les lieux publics et des burkinis sur les plages ; ««l'immigration» et «l'islam» ont été appréhendés comme un seul et même «problème» qui doit être traité par une politique d'intégration centralisée» (Parikh, 2019 : n.p.).

L'immigration a du mal à trouver une place à côté des autres problèmes sociaux en France. Par exemple, les récentes manifestations des Gilets jaunes ont porté sur la politique fiscale, le coût de la vie et le chômage, mais n'ont que peu ou pas du tout fait référence au rôle de l'immigration dans ces problèmes, ni même à la manière dont les immigrés sont souvent affectés de manière disproportionnée par ces problèmes (Parikh, 2019). La seule position officielle semble correspondre à l'une des 42 revendications du mouvement : «Qu'une réelle politique d'intégration soit mise en œuvre. Vivre en France implique de devenir français (cours de langue française, cours d'Histoire de la France et cours d'éducation civique avec une certification à la fin du parcours)» (ibid. : n.p.). Ainsi, plutôt que d'utiliser un mouvement de protestation sociale pour défendre les intérêts de ceux qui sont en grande partie marginalisés dans la société française, le message continue d'être que les réfugiés et autres migrants doivent devenir français, même s'ils risquent de ne jamais être considérés comme de véritables Français.

La remise en question des discours dominants a peut-être été la plus efficace au sein des villes françaises, où les élus locaux ont joué un rôle actif dans la promotion d'attitudes plus tolérantes et ouvertes envers les immigrés. Ceci a été particulièrement visible dans la réponse apportée à la réoccupation de l'Afghanistan par les talibans en août 2021. Les maires français ont rapidement adopté des positions publiques en faveur du soutien et de l'accueil des demandeurs d'asile

afghans, nombre d'entre eux offrant un refuge dans leur ville, avec notamment les interventions particulièrement remarquées des maires de Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille et Strasbourg (Cittone, 2021; Dimitrova, 2021; Garnier and Boutin, 2021). Ces propositions d'aide ont souvent été accompagnées de remises en cause publiques de la position du gouvernement au niveau national, après que Macron a publiquement affirmé que la France devait se protéger contre les flux migratoires irréguliers à grande échelle découlant de cette crise (Garnier and Boutin, 2021).

Ce n'était pas la première fois que des élus locaux s'opposaient au gouvernement national. En 2016, le maire de Paris a réussi à faire pression sur le gouvernement pour qu'il règle le problème du manque d'abris d'urgence pour les demandeurs d'asile (Ahad and Banulescu-Bogdan, 2019; Eurocities, 2021). Paris dispose de son propre plan de mobilisation pour l'accueil des réfugiés et a utilisé son «budget participatif» (voté par les habitants) pour financer un centre pour réfugiés (Eurocities, 2021). S'inspirant du programme de délivrance de cartes d'identité municipales de New York, Paris a lancé une carte d'identité (la carte Citoyenne-Citoyen) après les attaques terroristes de 2015. Cette carte est remise gratuitement à tous les résidents âgés de plus de sept ans qui vivent, travaillent ou étudient à Paris, quels que soient leur nationalité et leur statut migratoire, et permet d'accéder aux services et événements municipaux (Wood, 2018; Council of Europe, 2019).

5 Conclusion

L'immigration en France au cours du vingtième siècle a été largement motivée par des considérations d'ordre pragmatique, progressant lorsque le besoin de main-d'œuvre augmentait et reculant lorsque cette demande disparaissait. Mais l'immigration et les politiques d'immigration ont également eu un caractère idéologique, elles furent rattachées au colonialisme français, alimentées par l'empire et les guerres d'indépendance, et les débats ont fini par porter sur ce que signifie être français. Ces idées sont à la base de l'approche assimilationniste qui a prévalu en France au cours des dernières décennies et, paradoxalement, de la ségrégation qui subsiste, car ceux qui « n'ont pas l'air français » ont du mal à totalement s'intégrer, et en particulier à avoir accès à un logement, à une éducation et à un travail décent.

Depuis le début des années 2000, les flux d'immigration ont été réguliers, souvent contrebalancés par des flux de sorties équivalents, et généralement dans des proportions inférieures à celles des pays voisins de la France. Pourtant, les politiques d'immigration sont devenues de plus en plus strictes, les gouvernements successifs créant tour à tour leur propre législation (souvent plus restrictive). Les opinions du public sont de plus en plus positives, mais ce changement n'est pas encore apparu dans le discours politique et dans les discours publics sur l'immigration au niveau national.

La population française n'a pas une opinion homogène sur la question migratoire et, comme le montrent les données issues de la segmentation, une majorité de personnes interrogées au sein de tous les segments s'inquiète d'un climat d'hostilité croissant à l'égard des musulmans. Cette donnée prend toute son importance si l'on considère que de nombreux discours publics font l'amalgame entre l'immigration et l'Islam, dans la mesure où l'on dépasse alors le cadre de la seule religion pour englober potentiellement tous les réfugiés et migrants. Toutefois, le discours opposant un « eux » à un « nous » reste prédominant sur la scène politique nationale et sera probablement exacerbé lors des élections d'avril 2022 en raison de l'arrivée de Zemmour.

Pour interpeller la population française et faire évoluer le discours public dans le sens d'une reconnaissance des avantages de l'immigration et de la diversité, il convient de démêler les liens entre identité nationale et immigration, de sorte que toutes les conversations sur l'immigration ne mènent pas forcément à discuter sur ce que signifie être français (Semountik, 2018). Les discussions sur l'immigration devraient se distancer de l'idéologie et revenir une fois de plus au pragmatisme, en mettant l'accent sur les avantages que les réfugiés et autres migrants apportent. Ce faisant, la France pourra peut-être « laisser derrière elle la notion du 20^e siècle d'une identité nationale fondée sur une même origine ethnique » et embrasser « une conception plus moderne fondée sur la diversité et l'inclusion » (ibid.: n.p.). La société civile, les employeurs qui ont besoin de travailleurs migrants et les responsables locaux ont tous un rôle essentiel à jouer pour inciter les gens à être plus accueillants envers les réfugiés et autres migrants.

Références bibliographiques

- Ahad, A. and Banulescu-Bogdan, N.** (2019) *Communicating strategically about immigrant integration. Policymaker perspectives*. Brussels: Migration Policy Institute Europe (www.migrationpolicy.org/research/communicating-strategically-immigrant-integration).
- AFP** (2016) 'Immigrants struggling to integrate in France'. *The Local*, 9 January (www.thelocal.fr/20160109/immigrants-struggling-to-integrate-in-france).
- Bajekal, N.** (2015) 'Inside Calais's deadly migrant crisis'. *Time*, 1 August (<https://time.com/3980758/calais-migrant-eurotunnel-deaths/>).
- BBC** (2016) 'Calais "Jungle": demolition crews pull down migrant camp'. 25 October (www.bbc.co.uk/news/world-europe-37759032).
- BBC** (2018) 'France approves controversial immigration bill'. 23 April (www.bbc.co.uk/news/world-europe-43860880).
- BBC** (2022) 'Eric Zemmour: far-right candidate found guilty of hate speech'. 17 January (www.bbc.co.uk/news/world-europe-60022996).
- Bertossi, C.** (2020) *How the French understand immigrant integration and citizenship*. Brussels: European Commission (https://ec.europa.eu/migrant-integration/library-document/france-how-french-understand-immigrant-integration-and-citizenship_en).
- Bouchaud, M.** (2014) 'Remembering Sangatte, France's notorious refugee camp'. *Vice*, 5 November (www.vice.com/en/article/qva5n3/remembering-sangatte-frances-notorious-refugee-camp).
- Brutel, C.** (2014) 'Recent immigrants to France – increasingly European immigration'. Paris: INSEE (www.insee.fr/en/statistiques/1283872).
- Cittone, J.** (2021) 'Ces maires qui proposent d'accueillir des Afghans: des discours aux actes'. *Le Figaro*, 20 August (www.lefigaro.fr/actualite-france/ces-maires-qui-proposent-d-accueillir-des-afghans-des-discours-aux-actes-20210820).
- Council of Europe** (2019) *Urban citizenship and undocumented migration*. Policy Brief. Intercultural Cities and Council of Europe (www.coe.int/en/web/interculturalcities/policy-briefs).
- de Haas, H.** (2014) *Morocco: setting the stage for becoming a migration transition country?* Washington DC: Migration Policy Institute (www.migrationpolicy.org/article/morocco-setting-stage-becoming-migration-transition-country).
- Delbos, L. and Tripier, C.** (2021) *Asylum Information Database (AIDA) country report: France. 2020 update*. Brussels: European Council on Refugees and Exiles (<https://asylumineurope.org/reports/country/france/>).
- Demoures, F.-X., Monges, L., Piola, M. et al.** (2020a) *Finding France: a people in search of their country*. Paris: Destin Commun (www.lafranceenquete.fr).
- Demoures, F.-X., Monges, L., Piola, M. et al.** (2020b) *La France en quête: réconcilier une nation divisée*. Paris: Destin Commun (www.lafranceenquete.fr).

- Dempster, H. and Hargrave, K.** (2017) *Understanding public attitudes towards refugees and migrants*. London: ODI (<https://odi.org/en/publications/understanding-public-attitudes-towards-refugees-and-migrants/>).
- Dennison, J. and Taló, T.** (2017) *Explaining attitudes to immigration in France*. Florence: EUI (<http://cadmus.eui.eu/handle/1814/46245>).
- Dimitrova, A.** (2021) 'French mayors quick to take a stance on the situation in Afghanistan'. The Mayor.eu, 17 August (www.themayor.eu/en/a/view/french-mayors-quick-to-take-a-stance-on-the-situation-in-afghanistan-8655).
- Eurobarometer** (n.d.) 'Standard Eurobarometer'. Brussels: European Commission (<https://europa.eu/eurobarometer/surveys/browse/all/series/4961>).
- Eurocities** (2021) 'Paris, on s'aime?' Webpage. Eurocities, 20 March (<https://eurocities.eu/stories/paris-on-saime/>).
- European Commission** (2018) 'Special Eurobarometer 469: integration of immigrants in the European Union. France'. Brussels: European Commission (<https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/2169>).
- European Commission** (n.d.) 'Country responsible for asylum application (Dublin Regulation)'. Brussels: European Commission (https://ec.europa.eu/home-affairs/policies/migration-and-asylum/common-european-asylum-system/country-responsible-asylum-application-dublin-regulation_en).
- European Social Survey** (n.d.) 'France'. London: ESS. (www.europeansocialsurvey.org/data/country.html?c=france).
- French Government** (2021a) 'Demande d'asile'. Webpage. Paris: French Government (www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2232).
- French Government** (2021b) 'Droits du demandeur d'asile: soins, logement, aide financière...?'. Webpage. Paris: French Government (www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F32454).
- French Government** (2021c) 'Naturalisation'. Webpage. Paris: French Government (www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2213).
- Funk, M., Hedwig, G., Rinke, T. and Bruns, O.** (eds) (2019) *European public opinion and migration: achieving common progressive narratives*. Brussels: Foundation for European Progressive Studies (www.fes-europe.eu/fileadmin/user_upload/Final_European_Public_Opinion_and_Migration.pdf).
- Gallard, M. and Teinturier, B.** (2022) 'Présidentielle 2022: L'enjeu social, une priorité des Français dont ils estiment qu'elle n'est pas assez présente dans la campagne'. London: Ipsos MORI (www.ipsos.com/fr-fr/presidentielle-2022/presidentielle-2022-lenjeu-social-une-priorite-des-francais-dont-ils-estiment-quelle-nest-pas-assez).
- Garnier, H. and Boutin, C.** (2021) 'Marseille, Grenoble, Strasbourg, Lyon: Plusieurs maires proposent d'accueillir des réfugiés afghans'. AFP, 18 August (www.bfmtv.com/politique/marseille-grenoble-strasbourg-lyon-plusieurs-maires-proposent-d'accueillir-des-refugies-afghans_AN-202108180139.html).
- Guiraudon, V.** (2001) *Immigration policy in France*. Washington DC: Brookings Institution (www.brookings.edu/articles/immigration-policy-in-france).
- Hagenau-Moizard, C.** (2018) 'The 2018 French Asylum and Immigration Act'. VerfBlog, 17 August (<https://verfassungsblog.de/the-2018-french-asylum-and-immigration-act>).

- Hamilton, K., Simon, P. and Veniard, C.** (2004) *The challenge of French diversity*. Washington DC: Migration Policy Institute (www.migrationpolicy.org/article/challenge-french-diversity).
- Holloway, K. with Faures, D. and Kumar, C.** (2021a) *Public narratives and attitudes towards refugees and other migrants. Italy country profile*. London: ODI (<https://odi.org/en/publications/public-narratives-and-attitudes-towards-refugees-and-other-migrants-italy-country-profile/>).
- Holloway, K. with Faures, D. and Leach, A.** (2021b) *Public narratives and attitudes towards refugees and other migrants. Sweden country profile – second edition*. London: ODI (<https://odi.org/en/publications/public-narratives-and-attitudes-towards-refugees-and-other-migrants-sweden-country-profile/>).
- Holloway, K., Mosel, I., Smart, C. et al.** (2021c) *Public narratives and attitudes towards refugees and other migrants. Germany country profile – second edition*. London: ODI (<https://odi.org/en/publications/public-narratives-and-attitudes-towards-refugees-and-other-migrants-germany-country-profile/>).
- Holloway, K., Smart, C., Faures, D. et al.** (2021d) *Public narratives and attitudes towards refugees and other migrants. UK country profile – second edition*. (<https://odi.org/en/publications/public-narratives-and-attitudes-towards-refugees-and-other-migrants-uk-country-profile/>).
- Human Rights Watch** (2021) ‘Enforced misery: the degrading treatment of migrant children and adults in northern France’. New York: Human Rights Watch (www.hrw.org/report/2021/10/07/enforced-misery/degrading-treatment-migrant-children-and-adults-northern-france).
- Ichou, M.** (2018) ‘The educational fortunes of children of immigrants in France’. Metropolitics, 6 July (<https://metropolitics.org/The-Educational-Fortunes-of-Children-of-Immigrants-in-France.html>).
- INSEE – Institute National de la Statistique et des Études Économiques** (2019) ‘Pour comprendre ... La mesure des populations étrangère et immigrée’. Paris: INSEE (www.insee.fr/fr/information/2416930).
- INSEE** (2021) ‘Pays de naissance des immigrés vivant en France en 2020’. Paris: INSEE (www.insee.fr/fr/outil-interactif/5367857/details/20_DEM/25_ETR/25C_Figure3).
- INSEE** (2022) ‘L’essentiel sur ... les immigrés et les étrangers’. Paris: INSEE (www.insee.fr/fr/statistiques/3633212#tableau-Tableau1_radio2).
- Ipsos MORI** (2017) *Global views on immigration and the refugee crisis*. London: Ipsos MORI (www.ipsos.com/en/global-views-immigration-and-refugee-crisis).
- Ipsos MORI** (2021) *World Refugee Day: global attitudes towards refugees*. London: Ipsos MORI (www.ipsos.com/en/world-refugee-day-2021).
- Kaya, B.** (2002) *The changing face of Europe – population flows in the 20th century*. Strasbourg: Council of Europe (<https://go.coe.int/mZSfw>).
- Koser, K.** (2009) ‘The impact of financial crises on international migration: lessons learned’. IOM Migration Research Series 37. Geneva: IOM (https://publications.iom.int/system/files/pdf/mrs37_en.pdf).

- Kumar, C. with Faures, D.** (2021) *Public narratives and attitudes towards refugees and other migrants. Spain country profile*. London: ODI (<https://odi.org/en/publications/public-narratives-and-attitudes-towards-refugees-and-other-migrants-spain-country-profile/>).
- Le Bras, H.** (2019) 'Attitudes in France towards hope' in M. Funk et al. (eds) *European public opinion and migration: achieving common progressive narratives*. Brussels: Foundation for European Progressive Studies (www.fes-europe.eu/fileadmin/user_upload/Final_European_Public_Opinion_and_Migration.pdf).
- Lowles, N. and Painter, A.** (2011) 'Fear and HOPE: the new politics of identity'. London: HOPE not Hate (www.fearandhope.org.uk/2011-report/).
- Misra, T.** (2017) 'The othered Paris'. Bloomberg CityLab, 16 November (www.bloomberg.com/news/articles/2017-11-16/the-othered-paris-of-the-banlieues).
- Noland, N.** (2021) 'France is getting progressive with its immigration. Others should too' *Northeastern University Political Review*, 16 November (www.nupoliticalreview.com/2021/03/12/france-is-getting-progressive-with-its-immigration-others-should-too).
- OECD – Organisation for Economic Co-operation and Development** (2022a) Foreign-born unemployment (indicator) (doi: 10.1787/ba5d2ceo-en).
- OECD** (2022b) Native-born unemployment (indicator) (doi: 10.1787/of9d8842-en).
- Onishi, N.** (2020) 'A racial awakening in France, where race is a taboo topic'. *New York Times*, 14 July (www.nytimes.com/2020/07/14/world/europe/france-racism-universalism.html).
- Onishi, N.** (2021) 'Migration talking points surge in France, but not migration' *New York Times*, 2 December (www.nytimes.com/2021/12/02/world/europe/french-election-immigration.html).
- Papon, S and Beaumel, C.** (2021) 'Bilan démographique 2020'. Webpage, 19 January. Paris: INSEE (www.insee.fr/fr/statistiques/5012724).
- Parikh, S.** (2019) 'Immigration: the elephant in the room troubling Gilets Jaunes (Yellow Vests) in France'. *Maydan*, 15 April (<https://themaydan.com/2019/04/immigration-the-elephant-in-the-room-troubling-gilets-jaunes-yellow-vests-in-france/>).
- Protard, M., Entringer, K. and Eljehtimi A.** (2021) 'France cuts back visas for Maghreb nationals over immigration policy' *Reuters*, 28 September (www.reuters.com/world/europe/france-cuts-back-visas-maghreb-nationals-over-immigration-policy-2021-09-28/).
- Purpose Europe and More in Common** (2017) *Attitudes towards national identity, immigration, and refugees in France*. Paris: More in Common (www.moreincommon.com/media/cgobh3ll/more-in-common-france-executive-summary.pdf).
- Semountik, A.** (2018) 'France struggles with its immigrants in the midst of national security concerns' *Forbes*, 17 January (www.forbes.com/sites/andyjsemotiuk/2018/01/17/france-struggles-with-its-immigrants-in-the-midst-of-national-security-concerns/?sh=e7e886e5efc7).
- Silver, L., Fagan, M., Connaughton, A. and Mordecai, M.** (2021) *Views about national identity becoming more inclusive in US, Western Europe*. Washington DC: Pew Research Center (www.pewresearch.org/global/2021/05/05/views-about-national-identity-becoming-more-inclusive-in-us-western-europe).
- Skorpis, M.** (n.d.) 'Trente ans de lois françaises sur l'immigration' *Arte.tv* (www.arte.tv/sites/story/reportage/trente-ans-de-lois-francaises-sur-limmigration/).

SudOuest.fr (2014) 'Qui sont les nouveaux immigrés qui vivent en France?' SudOuest.fr, 2 December (www.sudouest.fr/2014/11/28/qui-sont-les-nouveaux-immigres-qui-vivent-en-france-1751452-705.php?nic).

Tesfai, R. (2019) 'Immigrants' occupational segregation in France: "brown-collar" jobs or a Sub-Saharan African disadvantage?' *Ethnic and Racial Studies* 43(15): 2724–2745 (<https://doi.org/10.1080/01419870.2019.1686162>).

Wood, P. (2018) 'Urban citizenship: making places where even the undocumented can belong'. Background paper to exploratory workshop organised by Intercultural Cities, 28–29 October, Sweden (<https://rm.coe.int/urban-citizenship-background-paper-/1680933629>).